

La Montagne 27/6/05

SERVICES PUBLICS ■ La Fédération nationale des collectifs constitués pour leur défense a vu le jour

L'acte de naissance signé à Guéret

Déplacements géographiques prévus de la contestation concernant la défense des services publics. Il y aura Angoulême puis Paris. L'origine reste creusoise. Tout s'est décidé, hier, à Guéret.

LUDOVIC MARÉCHAL

Il a fallu s'entendre. Sur les dates, les modalités et parfois sur le contenu exact des revendications... Encore que, samedi et dimanche, à Guéret, la rencontre nationale des collectifs pour la défense et le développement des services publics a été un lieu de débat entre personnes engagées qui pensent, au bout du compte, la même chose : il faut remettre le couvert (référence à la manifestation creusoise du 5 mars), prendre un poids qui transcende les problèmes spécifiques des zones qui se sentent laissées pour compte (et là, on a pu remarquer que la Charente ou la Creuse parta-



STRATÉGIE. La gauche était là en force mais les débats, animés notamment par Daniel Dexet (PCF), ont duré avant qu'on n'arrive à trois décisions principales. (Photo Michèle Daipy)

gent des inquiétudes qui s'expriment dans les agglomérations de Lille ou de Marseille), et aller à Paris pour crier fort.

Manifestation à Paris en novembre

Voilà ce qui est finalement sorti du rassemblement guérétois : une Fédération nationale

Affirmation ministérielle

Suspension des restructurations des services publics en zone rurale. Christian Estrosi, le ministre délégué à l'Aménagement du territoire, a réaffirmé hier, dans un communiqué, la suspension pendant six mois de « toutes mesures de restructuration » des services publics de zone rurale.

En février, Jean-Pierre Raffarin avait déjà assuré qu'aucune nouvelle fermeture de service public en milieu rural (bureau de poste...) ne serait décidée sans concertation avec les collectivités locales; pendant la durée des travaux de la Conférence nationale chargée de plancher sur le sujet. Les travaux de cette conférence doivent permettre de définir une nouvelle politique rurale à compter de début 2006, avait-il alors indiqué. « La conférence nationale des services publics en milieu rural, présidée par Paul Durieux, remettra fin juin son rapport au gouvernement », a précisé dimanche le ministre de l'Aménagement du territoire.

QUESTIONS A

Christian Nguyen

Ligue communiste révolutionnaire (Guéret)



« Qu'on ne vienne pas me parler d'extrémisme ». Ce n'était pas le sujet principal lors de la réunion de Guéret mais la « radicalité » des propos du ministre de l'Intérieur est restée à l'esprit de certains participants. Dont les plus à gauche, qui ne se présentent pas comme des ennemis de la réforme. Mais qui pensent qu'une « rupture » s'impose.

PROPOS RECUEILLIS PAR LUDOVIC MARÉCHAL

Le mot « révolution » n'a pas été utilisé. On parle plutôt de rupture.
■ La rupture est importante, dans ce domaine notamment. A force de faire des compromis, on perd bien plus souvent qu'on ne gagne. La thématique des services publics est exemplaire : c'est carrément un problème de choix de société et de civilisation, une réflexion sur ce que sont les relations humaines; bref, la façon dont nous vivons ensemble.

Que des réformes ne peuvent pas changer ?

■ Je n'ai absolument rien contre le mot « réformes » et notre présence ici, sur ce dossier, prouve que nous pouvons marcher et même nous placer en tête des défilés avec des gens qui ne sont pas présentés comme des « extrémistes ». Des extrémistes, il y en a aussi à droite, et les propos qui sont tenus ces jours-ci au plus haut niveau de l'Etat m'amènent à parler à nouveau de choix de société. Ils véhiculent une idéologie extrémiste.

Conséquence ?

■ Les plus faibles, contrairement à ce qui est véhiculé, sont laissés pour compte et cela se retrouve au niveau des territoires. Nous n'avons pas de réponse aussi brute, nous pensons qu'il ne sert à rien de rester sur son pré carré et que si un consensus est possible, dans la lignée du 5 mars à Guéret, nous en sommes. Une question simple est posée en fait, c'est celle de la répartition des richesses. Sur la stratégie, le débat est ouvert. ■

consensus qui s'est dégagé ce week-end à l'IRFJS de Grancher, sur les hauteurs de Guéret, est issu de discussions au cours desquelles il est apparu que ceux qui avaient voté « non » au récent référendum sur le traité constitutionnel européen — visiblement majoritaires dans la salle — rejetaient l'idée de mettre, dans ce vaste dossier, les tenants du « oui » sur la touche. Les socialistes, en particulier.

Au dessus des clivages créés par le référendum

D'ailleurs des élus locaux de poids, comme Jean-Jacques Lozach, le président PS du Conseil général de la Creuse, et hier, son vice-président,

Guy Avizou, sont venus montrer leur intention de faire cause commune. Le panel est donc large mais semble se limiter en Creuse en tout cas, à la gauche allant du bord le plus révolutionnaire au camp le plus réformiste. Une phrase en aparté du conseiller général et adjoint communiste au maire de Guéret, Daniel Dexet, souligne cet état d'esprit : « On n'a pas fait de la Creuse un territoire privé du vote non ». ■